Ecrit par le 1 novembre 2026

Budget 2026 : que ciblent les 44 milliards d’économies du plan Bayrou ?

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026



Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

Le Premier ministre François Bayrou a dévoilé mardi 15 juillet son plan d'économies pour le budget 2026 de l'État. L'effort pour réduire le déficit public atteindra 43,8 milliards d'euros et comprend notamment le gel des prestations sociales et des retraites, la diminution des dépenses de santé (remboursement de soins), la réduction des effectifs dans la fonction publique ou encore la proposition de supprimer deux jours fériés. Si le président Emmanuel Macron a estimé que le budget présenté a « la vertu du courage, de l'audace et de la lucidité », ce plan d'austérité a néanmoins entraîné de vives réactions et critiques de tous bords. L'ancien Premier ministre Édouard Philippe (groupe Horizon) a estimé dans les colonnes du Parisien que « quasiment rien dans ce qu'il propose ne règle le problème », tandis que le groupe LFI a dénoncé lors d'une conférence de presse des « annonces antidémocratiques » se résumant à une « déclaration de guerre sociale ».

Comme le détaille notre infographie, les plus gros efforts demandés par le plan Bayrou se situent au niveau des prestations sociales et de retraites, maintenues en 2026 aux niveaux de 2025, soit une économie estimée à 7,1 milliards d'euros, suivies des dépenses de santé, avec des mesures comme le doublement des franchises médicales (reste à charge) et la révision du statut des maladies longue durée, qui devraient permettre d'économiser 5,5 milliards d'euros. Ensemble, ces deux postes contribuent à 29 % (12,6 milliards) des économies prévues pour le budget 2026.

Parmi les autres sources majeures d'économies, on trouve également la réduction des dépenses de fonctionnement de l'État, avec une diminution des effectifs de fonctionnaires et des coûts liés aux opérateurs de l'État qui devrait permettre d'économiser au total 10 milliards d'euros (23 % du total). La réduction du budget des collectivités territoriales et la proposition de supprimer deux jours fériés (Lundi de Pâques et 8 mai) contribuent de leur côté à hauteur de respectivement 5,3 milliards (12 %) et 4,2 milliards (près de 10 %).

Enfin, combinés ensemble, les trois postes d'économies sur la fiscalité – mesures d'équité fiscale (4,2 milliards), niches fiscales et sociales (3,4 milliards) et lutte contre les fraudes fiscale et sociale (2,3 milliards) – représentent près de 10 milliards d'euros (23 %) du plan d'économies présenté par François Bayrou.